

**EXPÉDITION**

4/7

- 1 -

- DU 5 Avril 1973 -

V E N T E

par la S.C.I "Résidence de Jean Jaurès"

à l'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES

- 11 -

- DU 25 Avril 1973 -

DEPOT DE PIECES

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES

-111-

-4 Juillet 1973-

DEPOT DE PIECE

("OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES")

**Etude de M<sup>e</sup> Paul BONNET, Notaire**  
**1, Rue Victor-Hugo - TOULOUSE**

053839



TOULOUSE

30 AVR 1973

-I-  
-5 Avril 1973-

PB/NH

**V E N T E**  
par la S.C.I Résiden-  
ce Jean Jaurés "  
à l'Office National  
Interprofessionnel  
des Céréales  
- - - - -

PARDEVANT Me Paul BONNET, Chevalier  
de la Légion d'Honneur, Licencié en Droit,  
Notaire à TOULOUSE, soussigné- :  
ONT COMPARU:

Monsieur André LIVERTOUX, Constructeur  
Promoteur, demeurant à TOULOUSE, 24, rue d'  
Alsace Lorraine-

Agissant en sa qualité de co-gérant,  
au nom de la société dénommée "RESIDENCE  
JEAN JAURES", société civile particulière  
au capital de cent mille francs, dont le  
siège est à TOULOUSE, 24, rue d'Alsace  
Lorraine-

Ladite société constituée en société  
civile de construction régie par la loi du  
28 Juin 1938 et les textes subséquents,  
suivant acte reçu par Me BONNET, notaire  
soussigné, le seize décembre mil neuf cent  
soixante quatre, et transformée en société  
civile placée sous le régime de l'article  
28 de la loi du 23 Décembre 1964 suivant  
acte reçu par le notaire soussigné le pre-  
mier Juin mil neuf cent soixante six-

Monsieur LIVERTOUX ayant seul tous  
pouvoirs suffisants aux fins des présentes  
en vertu de l'article 18 des statuts modi-  
fiés et ayant été nommé à cette fonction  
suivant décision collective des associés  
prise aux termes de l'acte reçu par le  
notaire soussigné le seize décembre mil  
neuf cent soixante quatre-

LEQUEL, es-qualité, a par ces présen-  
tes vendu en obligeant la société qu'il repré-  
sente à toutes les garanties ordinaires et de  
droit en pareille matière,

A L'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL  
DES CEREALES, dont le siège est à PARIS, 21,  
Avenue Bosquet, Etablissement Public créé en  
vertu de la loi du 15 Août 1936, article 1er,  
et celle du 17 Novembre 1940, article 1er-

Ce qui pour lui est accepté par  
Monsieur Marcel COURT, Chef du Bureau du Contem-  
pteux, demeurant à PARIS, 21, Avenue Bosquet-

Ici présent-

-1ère page-

Dépot n° 7030 Publié et enregistré  
à la Conservation des Hypothèques  
de Toulouse (1<sup>er</sup> bureau)

4 JUIN 1973  
1440 n° 9  
mille cent quatre-vingts  
60 ct

Le Conservateur,

Taxe	200.90
Salaire	137.70
TOTAL	338.60

Agissant au nom et comme mandataire de Monsieur Bernard SALA,-----Directeur Général dudit OFFICE en vertu de la procuration qu'il lui a donnée suivant acte sous seing privé en date à PARIS du vingt sept Février mil neuf cent soixante treize-----demeuré ci-annexé après mention-

Dans laquelle procuration, Monsieur SALA-----a agi comme ayant, en sa dite qualité, tous pouvoirs à l'effet des présentes, en vertu de l'article 6 du décret du 18 Juin 1941-

Ledit OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES dénommé ci-après "L'ACQUEREUR"-

Les biens et droits immobiliers dont la désignation suit-

#### DESIGNATION

Les biens et droits immobiliers divis et indivis, ci-après désignés, dépendant d'un ensemble immobilier en copropriété, comprenant deux corps de bâtiments dénommés "Bâtiment ABCD" et "Bâtiment E" sis à TOULOUSE, 70 à 76 Allées Jean Jaurès, et 29 à 35 rue Arnaud Vidal, à l'angle de ces deux voies, figurant au cadastre rénové de TOULOUSE-SAINT AUBIN sous le numéro 482 de la section AB pour une contenance de deux mille quatre cent quatre vingt dix huit mètres carrés, lieudit "70 à 76 Allées Jean Jaurès"

Confrontant:

Du nord: les Allées Jean Jaurès-

De l'est: la rue Arnaud Vidal-

Du sud; la SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIERE DES SEPT TROUBA-

DOURS-

Et de l'ouest: Madame CAU-

Ledit ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété suivant acte sous seing privé en date à TOULOUSE du trente avril mil neuf cent soixante huit, déposé aux minutes du notaire soussigné suivant acte à son rapport du même jour, publié au premier bureau des Hypothèques de TOULOUSE le dix huit Juin mil neuf cent soixante huit, volume 8472, numéro 5, et modifié aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné le six octobre mil neuf cent soixante neuf, publié audit bureau d'hypothèques le vingt six novembre mil neuf cent soixante neuf, volume 9380, numéro 24-

Les biens présentement vendus consistant en:

Le lot numéro CENT DIX HUIT du règlement de copropriété sus-énoncé, comprenant:

Un bureau situé au huitième de l'immeuble ABCD, angle ouest, et portant le numéro 118 au plan annexé audit règlement de copropriété-

Et les quarante sept/dix millièmes (47/10.000èmes) des parties communes-

053840



TOULOUSE

30 AVR 1973





053841



TOULOUSE

30 AVR 1973

Le lot numéro TROIS CENT VINGT CINQ (325)  
dudit règlement de copropriété, comprenant:

Un garage situé au troisième sous-sol,  
portant le numéro 325 audit plan-

Et les sept/dix millièmes (7/10.000èmes)  
des parties communes-

Le lot numéro TROIS CENT QUARANTE SIX (346)  
dudit règlement de copropriété, comprenant:

Un emplacement pour automobile situé au  
troisième sous-sol et portant le numéro 346 audit  
plan-

Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes)  
des parties communes-

Et le lot numéro TROIS CENT QUARANTE SEPT (347)  
dudit règlement de copropriété, comprenant:

Un emplacement pour automobile situé au  
troisième sous-sol et portant le numéro 347 audit  
plan-

Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes)  
des parties communes-

---

---

---

---

---

---

---

Tels que lesdits biens et droits immobiliers  
existent avec toutes leurs aisances, appartenances  
et dépendances, sans aucune exception ni réserve-

ORIGINE DE PROPRIETE

Du chef de la société venderesse

L'ensemble immobilier dont dépendent les biens et droits immobiliers présentement vendus appartient à la société venderesse par suite des faits et actes ci-après relatés:

Les constructions pour les avoir fait édifier-

Et le terrain pour l'avoir acquis, avec les constructions alors existantes, et depuis démolies, savoir :

PARTIE d'une contenance d'environ six cent vingt neuf mètres carrés d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, et Me CAMPS, notaire à TOULOUSE, le vingt et un décembre mil neuf cent soixante quatre, de Monsieur Joseph Léon BOUE, Docteur en Médecine, demeurant à TOULOUSE, 26, rue de la Colombette, et de Madame Jeanne Hortense ABADIE, sans profession, veuve non remariée de Monsieur Jean BOUE, demeurant à TOULOUSE, 1, rue d'Orbesson, moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte-

Audit acte, les vendeurs ont déclaré:

Monsieur BOUE qu'il était marié avec Madame Marcelle Marie Louise Jeanne DUPIN de JUNCAROT sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de SAMADET (Landes) le quatorze Janvier mil neuf cent vingt neuf-

Madame BOUE née ABADIE qu'elle était veuve et non remariée-

Une expédition dudit acte a été publiée au bureau des Hypothèques de TOULOUSE le six Janvier mil neuf cent soixante cinq volume 6933, numéro 7-

Et à la date du même jour, Monsieur le Conservateur des Hypothèques audit bureau a délivré un état négatif général du chef des vendeurs-

PARTIE d'une contenance d'environ quatre vingt dix mètres carrés d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, le vingt sept Septembre mil neuf cent soixante six, de Monsieur André Georges Marcel COUGOUREUX, propriétaire, et Madame Martine Marie DECEILLE, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à ORGEUIL (Tarn et Garonne)-

Cette acquisition a eu lieu moyennant l'obligation de fournir et livrer aux vendeurs les lots numéros 96, 97 et 164 du règlement de copropriété sus-énoncé-

Audit acte, les vendeurs ont déclaré:

Qu'ils étaient mariés sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts, régime de droit commun à l'époque de leur mariage à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à la Mairie de REYNIES le seize Février mil neuf cent trente six-

Une expédition dudit acte a été publiée à la Conservation des Hypothèques de TOULOUSE le vingt six octobre mil neuf cent soixante six, volume 7650, numéro 18-



A la garantie du paiement dudit prix, inscription de privilège de vendeur a été prise audit bureau des Hypothèques le même jour, volume 2693, numéro 4-

Et à la date du même jour, Monsieur le Conservateur audit bureau a délivré un certificat négatif général du chef des vendeurs et des précédents propriétaires-

PARTIE d'une contenance de cent treize mètres carrés environ d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, et Me SERLOOTEN, notaire à TOULOUSE, le vingt six avril mil neuf cent soixante sept, de Madame Denise Marie Alice PUECH, Professeur, demeurant à RODEZ (Aveyron) Boulevard Denis Puech, veuve non remariée de Monsieur Saturnin Félix LESTEL-

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de QUATRE CENT MILLE FRANCS sur lequel CENT CINQUANTE MILLE-FRANCS ont été payés comptant et quittancés aux termes dudit acte, et le solde stipulé payable le treize juin mil neuf cent soixante neuf-

Une expédition de cet acte a été publiée à la Conservation des Hypothèques de TOULOUSE le huit Mai mil neuf cent soixante sept, volume 7914, numéro 1-

Inscription de privilège de vendeur a été prise audit bureau le même jour, volume 2730, numéro 5, au profit de la venderesse pour sûreté du paiement du solde du prix-

Laquelle inscription a été radiée définitivement le huit octobre mil neuf cent soixante neuf, en vertu d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, le sept Août mil neuf cent soixante neuf, contenant, en outre, quittance du solde du prix de ladite vente-

L'état délivré sur la formalité de publicité sus-énoncée du chef de la venderesse et des précédents propriétaires a été certifié négatif d'inscriptions, mais a révélé deux transcriptions n'interessant pas le bien vendu-

PARTIE d'une contenance de soixante douze mètres carrés environ, d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, le sept Juin mil neuf cent soixante sept, de Madame Madeleine Sophie GAUTIER, sans profession, épouse de Monsieur Léopold MONTILLET, Retraité, avec lequel elle demeure à MILHARS par CORDES (Tarn)-

Cette acquisition a eu lieu:

1°- Moyennant le prix de soixante dix mille francs quittancé aux termes dudit acte-

2°- Et moyennant l'obligation de fournir et livrer à la venderesse les lots numéros 81, 166, 173, 180, 224, 225, 323 et 324 du règlement de copropriété sus-énoncé-

Audit acte, la venderesse a déclaré:

Qu'elle était mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes de son contrat de mariage reçu par Me MARTIN de la MOUTTE, notaire à TOULOUSE, prédécesseur médiateur du notaire soussigné, le premier juillet mil neuf cent vingt et un-

053843



TOULOUSE

30 AOUT 1973

Une expédition dudit acte a été publiée à la Conservation des Hypothèques de TOULOUSE le vingt six Juin mil neuf cent soixante sept, volume 7998, numéro 18-

A la sûreté du paiement du solde dudit prix, inscription de privilège de vendeur a été prise le même jour audit bureau, volume 2739, numéro 65-

L'état requis sur cette formalité du chef de la vendeuse et des précédents propriétaires et délivré le même jour par Monsieur le Conservateur audit bureau a été certifié négatif en tous points-

PARTIE d'une contenance de mille vingt deux mètres carré: environ d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, et Me SOUYRIS, notaire à NAILLOUX, le vingt deux septembre mil neuf cent soixante sept, de Madame Céline DELTHEIL, propriétaire, demeurant à TOULOUSE, 72, Allées Jean Jaurès, veuve non remariée de Monsieur Marcel MARTY, et de Monsieur Christian Roger Jean MARTY, Etudiant en Pharmacie, époux de Madame Lucienne FRECHOU, demeurant à la FERTE MACE (Orne) route de PAGOLE de L'ORNE-

Cette acquisition a eu lieu moyennant l'obligation de fournir et livrer aux vendeurs:

1°) Le lot numéro 2 du règlement de copropriété d'un ensemble immobilier devant être édifié à TOULOUSE, à l'angle de la rue des Sept Troubadours et de la rue Arnaud Vidal, par la Société Civile "RESIDENCE DES SEPT TROUBADOURS" ayant son siège à TOULOUSE, 24, rue d'Alsace Lorraine, ledit règlement déposé aux minutes du notaire soussigné le seize décembre mil neuf cent soixante six-

2°) Et les lots numéros 1,2,3,17,18,19,20,21,92,93,160, 161,167,168,169,174,187,194,252,255 et 278 du règlement de copropriété de l'ensemble immobilier devant être édifié par la société "RESIDENCE JEAN JAURES"-

Audit acte, les vendeurs ont déclaré:

Monsieur MARTY qu'il était marié sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de son contrat de mariage reçu par Me SOUYRIS, notaire susnommé, le douze Juillet mil neuf cent soixante six, préalablement à son union célébrée à la Mairie de TOULOUSE le seize Juillet mil neuf cent soixante six-

Madame Veuve MARTY qu'elle avait été tutrice de son fils Monsieur Christian Roger Jean MARTY, susnommé-

Une expédition dudit acte a été publiée à la Conservation des Hypothèques de TOULOUSE le dix sept octobre mil neuf cent soixante sept, volume 8139, numéro 2-

Inscription de privilège de vendeur a été prise audit bureau le même jour, volume 2761, numéro 12 en garantie du paiement du prix ci-dessus stipulé-

L'état requis sur cette formalité et délivré par Monsieur le Conservateur des Hypothèques audit bureau à la date du dix sept octobre mil neuf cent soixante sept, du chef des vendeurs et des précédents propriétaires, a été certifié négatif en tous points-





0.53845



TOULOUSE

30 AVR 1973

PARTIE, d'une contenance de trois cent soixante huit mètres carrés environ, d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Maître Paul BONNET, Notaire soussigné, les neuf Novembre et neuf Décembre mil neuf cent soixante-six, de Madame Marie Antoinette Gabrielle MARTY, sans profession, épouse de Monsieur Anne Pierre Henri Gustave GOISLARD de MONSABERT, Président Honoraire du Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE, avec lequel elle demeure à TOULOUSE, 34, Rue Bayard.

Cette acquisition a eu lieu moyennant l'obligation de fournir et livrer à la venderesse les lots numéros 82, 83, 84, 85, 86 et 87 du règlement de copropriété de l'ensemble immobilier devant être édifié.

Audit acte, la venderesse a déclaré :

Qu'elle était mariée avec Monsieur de GOISLARD de MONSABERT en premières noces sous le régime dotal avec adjonction d'une société d'acquêts, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître GARRIGOU, notaire à TOULOUSE, le quinze Mars mil neuf cent six.

Qu'elle n'était pas et n'avait jamais été tutrice de mineurs ou d'interdits,

Qu'elle n'était pas et n'avait jamais été en état d'interdiction, de faillite, de liquidation ou règlement judiciaire ou de cessation de paiements, ni pourvue d'un conseil judiciaire,

Qu'elle n'était pas touchée et n'était pas susceptible de l'être par les dispositions des ordonnances en vigueur sur les profits illicites et l'indignité nationale,

Qu'elle avait bénéficié du Concours du Fonds National d'Amélioration de l'Habitat, suivant décision de la Commission Départementale de la Haute-Garonne du vingt-six Juillet mil neuf cent soixante (dossier numéro 7351) pour une subvention de neuf cent soixante dix sept Francs soixante centimes.

Elle s'est obligée à effectuer de ses deniers personnels le règlement de toutes les sommes qui seraient nécessaires pour le rachat de cette subvention de manière que la Société acquéreur ne soit jamais inquiétée ni recherchée à ce sujet.

Et que l'immeuble vendu était libre de tout privilège immobilier spécial et de toute hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

Une expédition de cet acte a été publiée au bureau des Hypothèques de TOULOUSE le vingt-trois Décembre mil neuf cent soixante-six, volume 7722, numéro 16.

A la garantie du paiement du prix ci-dessus stipulé, inscription de privilège de vendeur a été prise audit bureau le vingt-trois Décembre mil neuf cent soixante-six, volume 2703, n° 53.

L'état requis sur cette formalité a été certifié négatif en tous points, du chef de la venderesse, par Monsieur le Conservateur audit bureau.



ET PARTIE d'une contenance de cent quatre vingt quatre mètres carrés environ d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, et Me TREMOSA, notaire à TOULOUSE, le vingt et un décembre mil neuf cent soixante sept, de Monsieur Joseph AFFLELOU, Hôtelier, et Madame Etoile BEN ALLOUL sans profession son épouse, demeurant ensemble à TOULOUSE, 74, Allées Jean Jaurès-

Etant ici précisé que cette vente comprenait également les éléments incorporels seulement d'un fonds de commerce d'hôtellerie exploité dans lesdits locaux par les vendeurs-

Cette vente, tant en ce qui concerne l'immeuble que le fonds de commerce, a eu lieu moyennant l'obligation par la société RESIDENCE JEAN JAURES de fournir et livrer aux vendeurs les lots numéros 132, 133, 134, 177, 178, 181 et 188 du règlement de copropriété de l'ensemble immobilier devant être édifié-

Audit acte, les vendeurs ont déclaré:

Qu'ils étaient mariés sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts, régime de droit commun à l'époque de leur mariage, à défaut de contrat en réglant les conditions civile préalable à leur union célébrée à la Mairie de PERREGAUX (Algérie) le vingt deux décembre mil neuf cent trente-

Une expédition dudit acte a été publiée à la Conservation des Hypothèques de TOULOUSE le huit Janvier mil neuf cent soixante huit, volume 8243, numéro 2-

A la garantie du paiement du prix ci-dessus stipulé, inscription de privilège de vendeur a été prise audit bureau des Hypothèques le même jour, volume 2775, numéro 67-

L'état requis sur cette formalité du chef des vendeurs et délivré le même jour par Monsieur le Conservateur des Hypothèques audit bureau a révélé l'existence d'une inscription d'hypothèque conventionnelle prise au profit de la CAISSE CENTRALE DE CREDIT HOTELIER le vingt sept Août mil neuf cent soixante trois, volume 2502, numéro 70 en vertu d'un acte reçu par Me TREMOSA, notaire susnommé, le treize Août mil neuf cent soixante trois-

Laquelle inscription a été radiée définitivement le onze Juillet mil neuf cent soixante huit, en vertu d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, le dix sept mai mil neuf cent soixante huit-

#### ORIGINE ANTERIEURE-DISPENSE

Il n'est pas fait ici plus ample établissement de l'origine de propriété à la demande de l'acquéreur qui déclare vouloir s'en référer pour la connaître au règlement de copropriété sus énoncé où elle se trouve régulièrement établie et dispense le notaire soussigné de la rapporter aux présentes le déchargeant de toute responsabilité à ce sujet-



PROPRIETE-JOUISSANCE

L'acquéreur sera propriétaire des biens immobiliers présentement vendus par le seul fait des présentes et à compter de ce jour-

Il en a la jouissance depuis le premier avril courant par la prise de possession effective et réelle-

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente est faite sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes que l'acquéreur s'oblige à exécuter et accomplir, savoir:

A/ Conditions générales ordinaires-

1°- De prendre les biens présentement vendus dans leur état au jour de l'entrée en jouissance sans pouvoir exercer aucun recours contre la société venderesse pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais état du sol ou du sous-sol, mitoyennetés, communautés ou alignements, comme sans garantie d'erreur dans la désignation ou dans la contenance sus-indiquée, quelque grande que puisse être la contenance en plus ou en moins, sauf toutefois pour la garantie décennale édictée par l'article 1792 du Code Civil à laquelle la société venderesse, qui a la garantie de constructeur, restera soumise pendant dix ans à compter du jour de la délivrance du certificat de conformité-

2°- De souffrir les servitudes passives de toute nature et de profiter de celles actives, le tout s'il en existe, sauf à se défendre des unes et à faire valoir les autres, à ses risques et périls, sans recours contre la société venderesse et sans que la présente clause puisse être invoquée par des tiers et leur donner plus de droits qu'ils n'en auraient en vertu de titres réguliers ou légalement-

A cet égard, Monsieur LIVERTOUX, es-qualité, déclare que la société venderesse n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur l'immeuble dont dépendent les biens vendus et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autres que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des règlements d'urbanisme, du règlement de copropriété ou de la loi-

3°- De faire son affaire personnelle, de manière que la société venderesse ne soit jamais inquiétée ni recherchée à ce sujet, de l'exécution ou de la résiliation de tous abonnements et traités qui ont pu être contractés ou passés par la société venderesse, notamment pour le service des eaux, du gaz et de l'électricité dans les locaux présentement vendus-

4°- D'acquitter à compter du jour fixé pour l'entrée en jouissance toutes redevances et cotisations résultant des abonnements et marchés précités, ainsi que les impôts, contributions et charges de toute nature mis ou à mettre sur les biens vendus-

053847



TOULOUSE

30 AVR 1973



5°- De se conformer au règlement de copropriété en ce qui concerne les assurances-

B/ Conditions Particulières-

En outre, la présente vente est faite sous les conditions particulières ci-après:

Par le seul fait des présentes, l'acquéreur sera subrogé dans tous les droits et obligations de la société venderesse résultant du règlement de copropriété sus-énoncé et il s'oblige à exécuter toutes les clauses et conditions résultant dudit acte, le tout de manière que la société venderesse ne soit jamais inquiétée ni recherchée à ce sujet-

L'acquéreur reconnaît avoir parfaite connaissance de l'état descriptif de division-règlement de copropriété de l'immeuble dont dépendent les biens présentement vendus, ainsi que de l'acte modificatif dudit état descriptif de division-

Monsieur LIVERTOUX, es-qualité, déclare:

Que le règlement de copropriété de l'immeuble n'a subi aucune autre modification que celle sus-énoncée-

Que le syndic de l'immeuble est Monsieur PAIOU-

Et que la société venderesse est à jour de tous versements relatifs aux charges de copropriété-

Notification des présentes sera faite au syndic-

- P R I X -

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix principal, taxe incluse, de CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE CINQ CENTS FRANCS, ci..... 193.500.00

Ledit prix s'appliquant:

Au terrain pour Trente trois mille six cents francs-

Et à la construction pour le surplus, soit Cent Cinquante neuf mille neuf cents francs-

Lequel prix de CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE CINQ CENTS FRANCS, Monsieur LIVERTOUX, es-qualité, reconnaît avoir reçu de la société acquéreur, à laquelle il en consent quittance entière et définitive, et ce, à l'instant même et ainsi qu'il résulte de la comptabilité du notaire soussigné-

-DONT QUITTANCE-

Pour la perception de la Taxe à la Valeur Ajoutée, les parties déclarent que la somme de CENT CINQUANTE NEUF MILLE NEUF CENTS FRANCS, valeur de la construction, s'applique:

-Pour CENT QUATORZE MILLE NEUF CENTS FRANCS au bureau-

-Et pour QUARANTE CINQ MILLE FRANCS aux garage et emplacements pour automobile-



053849



TOULOUSE

30 AVR 1973

PUBLICITE FONCIERE

En application des articles 28 et 32 du décret numéro 55-22 du 4 Janvier 1955, la présente vente sera publiée au premier bureau des Hypothèques de TOULOUSE par les soins du notaire sous-signé et aux frais de l'acquéreur, de la manière et dans les délais prévus aux articles 33 et 34 dudit décret-

Et si lors de l'accomplissement de cette formalité ou postérieurement, dans les délais prévus par les dispositions du Code Civil pour l'inscription des privilèges immobiliers spéciaux, il existe ou survient des inscriptions grevant les biens présentement vendus, du chef tant de la société venderesse que des précédents propriétaires, la société venderesse sera tenue d'en rapporter les mainlevées et certificats de radiation, à ses frais, dans le mois de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-après élu-

DECLARATIONS

Monsieur LIVERTOUX, es-qualité, déclare:

Que la société venderesse est de nationalité française-

Que son siège est en France et qu'en sa qualité d'être moral elle n'est pas soumise à hypothèque légale sur ses biens-

Qu'il n'existe aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des biens présentement vendus, notamment par suite d'interdiction, de faillite, de règlement judiciaire, de confiscation totale ou partielle de ses biens, d'existence de droit de préemption, de rescision ou de résolution ou pour toute autre raison-



## DECLARATIONS FISCALES

En vue de l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement, les parties déclarent:

Que l'ensemble immobilier dont dépendent les biens, objet des présentes, est actuellement achevé et que le local vendu est prêt à être occupé-

Qu'au surplus, l'achèvement de l'ensemble immobilier résulte du récépissé de dépôt en Mairie de la demande du certificat de conformité, ledit récépissé portant la date du neuf septembre mil neuf cent soixante et onze-

Que la présente mutation d'immeuble entre dans le champ d'application de l'article 27 de la loi N° 63-254 du 15 mars 1963 et qu'elle se trouve, par suite, assujettie à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et exonérée du droit d'enregistrement conformément aux dispositions du dernier alinéa du § 3 dudit article-

Que la Taxe sur la Valeur Ajoutée sera acquittée au Service des Contributions Indirectes de TOULOUSE-EST et que la société vendeuse est identifiée à l'I.N.S.E.E. sous le numéro 820-31-555-0-143-

Que la plus-value à laquelle pourra donner lieu la présente vente sera soumise à l'impôt dans les conditions de droit commun suivant la qualité de chaque redevable-

Et que la présente vente qui remplit les conditions prévues pour être assimilée à une vente d'immeuble achevé est soumise au prélèvement sur la plus-value réalisée-

Ce prélèvement devant être provisoirement effectué en prenant pour base une somme égale à dix pour cent du prix de vente et conformément aux indications portées dans la déclaration I.M.S. qui sera déposée au bureau de l'enregistrement en même temps que le présent acte et le redevable s'engageant à procéder à la régularisation du prélèvement finalement dû après l'achèvement-

REMISE DE TITRES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'acquéreur, qui pourra se faire délivrer à ses frais ceux dont il pourrait avoir besoin concernant les biens présentement vendus et sera subrogé dans tous les droits de la société vendeuse à ce sujet-

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile, savoir:

Pour la société vendeuse à TOULOUSE en son siège sus-indiqué-

Et pour l'acquéreur en l'Etude du notaire soussigné-



053851



TOULOUSE

30 AVR 1973

-AFFIRMATION DE SINCERITE-

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant augmentation du prix.

-DONT ACTE En treize pages-

Fait et passé à TOULOUSE,  
En l'Etude du notaire soussigné,  
L'AN MIL NEUF CENT SOIXANTE TREIZE,  
Le cinq avril.

Et lecture faite, les parties, Monsieur LIVERTOUX, es-qualité, ont signé avec le notaire.

Ont signé la minute :

LIVERTOUX - COURT et Me Paul BONNET, ce dernier notaire.-

-----

-SUIT LA TENEUR DE L'ANNEXE-

-P R O C U R A T I O N-

LE SOUSSIGNE :

Bernard SALA, Directeur Général de l'Office National INTERprofessionnel des Céréales, dont le siège est à PARIS, 21, Avenue Bosquet, Etablissement Public créé en vertu de la loi du quinze août mil neuf cent trente six, article 1er et celle du dix sept novembre mil neuf cent quarante, article 1er.

Ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de l'article 6 du décret du 18 Juin 1941,

Déclare donner au nom de l'Etablissement qu'il représente à :

Monsieur Marcel COURT, Chef du Bureau du Contentieux,

Tous pouvoirs nécessaires à l'effet de :

Signer le contrat par lequel l'Office des Céréales achète à la Société "RESIDENCE JEAN JAURES" 24, rue d'Alsace Lorraine à TOULOUSE, les lots suivants de l'ensemble immobilier en co-propriété situé 70, à 76 Allées Jean Jaurès à TOULOUSE, 118 (Bureau) 325, 346, et 347 (Parkings) pour le prix total de CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE CINQ CENTS FRANCS (193.500,00 Frcs)

Fixer les modes et époques des entrées en jouissance, stipuler et accepter toutes conditions, élire





PB/MH

-11-

-Du 25 Avril 1973-

PARDEVANT Me Paul BONNET,  
Chevalier de la Légion d'Honneur, Licencié  
en Droit, Notaire à TOULOUSE, soussigné.

A COMPARU :

Monsieur Patrice GENEST, Clerc de  
Notaire, demeurant à TOULOUSE, 1, rue Victor  
Hugo-

LEQUEL, pour parfaire et compléter  
les énonciations de deux actes reçus par le  
notaire soussigné le cinq avril mil neuf cent  
soixante treize :

L'un, portant vente par la Société  
Civile Immobilière dite "RESIDENCE JEAN JAURES"  
au capital de cent mille francs, ayant son  
siège à TOULOUSE, 24, rue d'Alsace Lorraine,  
à l'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES  
CEREALES, Etablissement public ayant son siège  
à PARIS, 21, rue Bosquet, de divers biens im-  
mobiliers désignés audit acte-

Et l'autre, portant échange entre  
ladite Société Civile et le même Organisme  
de divers biens immobiliers désignés audit  
acte-

A, par ces présentes, déposé à Me  
Paul BONNET, notaire soussigné, et l'a requis  
de mettre au rang de ses minutes à la date de  
ce jour pour que la conservation en soit assu-  
rée et qu'il en soit fait expédition à la sui-  
te de chacun de ces actes comme s'ils en for-  
maient partie intégrante, les documents sui-  
vants justificatifs des autorisations et avis  
administratifs donnés à l'Etablissement Public  
en cause pour réaliser ces deux opérations  
immobilières conformément à la loi :

1°- Une photocopie d'une lettre en  
date à PARIS du vingt trois novembre mil neuf  
cent soixante douze de Monsieur le Directeur  
Général de l'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL  
DES CEREALES faisant état de l'avis favorable  
aux dites opérations immobilières émis par le  
Conseil Central de cet Office National et de  
l'accord donné par Monsieur le Contrôleur d'  
Etat près cet Organisme-

-15ème page-

053853



TOULOUSE

30 AVR 1973

DEPOT  
DE PIECES  
OFFICE NATIONAL  
INTERPROFESSIONNEL  
DES Céréales

-----





053855



THESE

30 AUG 1973

-SUIT LA TENEUR DES ANNEXES-  
-PREMIERE ANNEXE-  
-OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES-  
-SECTION DEPARTEMENTALE DE LA HAUTE-GARONNE-

50, rue Boulbonne - TOULOUSE-  
Nouvelle Adresse : 76, Allées Jean Jaurès  
 31071 - TOULOUSE CEDEX-  
 Téléphone (61) 62.46.10 -  
-REPUBLIQUE FRANCAISE-  
-MINISTERE DE L'AGRICULTURE-  
TOULOUSE, le 18 Avril 1973  
 Maître P. BONNET,  
 1, rue Victor Hugo,  
 31000 - TOULOUSE-

Référence :  
N° 3529 - FT  
OBJET : Transmission décision échange,  
Lots 119 - 131  
Maître,

A la suite de notre entretien téléphonique de ce jour, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, photocopie de la décision du Directeur Général de l'O.N.I.C. en date du 16 février dernier, autorisant le règlement d'une soulte de 20.400 Francs à la Société Jean Jaurès pour la cession du lot N° II9 en échange du lot N° I3I.

EN vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Maître, l'assurance de ma considération distinguée.

Cachet: OFFICE INTERPROFESSIONNEL DES  
CEREALES,

Le Chef du Service Régional de TOULOUSE,  
signé- ILLISIBLEMENT-

En suite se trouve cette mention :

Annexé à la minute d'un acte reçu par Me  
Paul BONNET, notaire à TOULOUSE, le vingt cinq avril  
mil neuf cent soixante treize.

Me Paul-BONNET - signé

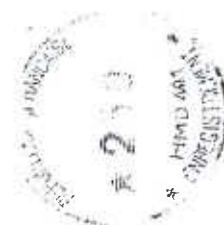
-DEUXIEME ANNEXE- -MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
-OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES-

21, Avenue Bosquet -  
-P A R I S - VII° -  
-REPUBLIQUE FRANCAISE-  
-D E C I S I O N-

73 S.A.F./1 N° 146 -

LE Directeur Général de L'OFFICE NATIONAL  
INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES,





053856



TOULOUSE

30 AVR 1973

Vu la délibération du Conseil Central de l'O.N.I.C. en date du 15 novembre 1972 approuvant l'acquisition par voie d'échange, de surfaces- de bureau supplémentaires et d'emplacements de stationnement dans la Résidence Jean Jaurès à TOULOUSE.

Considérant que l'acquisition prévue des lots Nos 118 et 119 totalisant 107m2 permettra d'installer convenablement la Section Départementale et de disposer d'une salle de réunion qui fait actuellement défaut tant au Service Régional qu'à la Section,

Considérant que la Société JEAN JAURES a subordonné au règlement d'une soulte de 20.400 FRANCS la cession à l'O.N.I.C. du lot N° 119 en remplacement du lot N° 131 occupé actuellement par la Section Départementale.

Considérant que cette soulte représente le droit d'enregistrement de 16,90% que le lot 131 supportera lors de sa revente par la Société Jean Jaurès alors que cette dernière a déjà acquitté la T.V.A. sur la vente qu'elle avait consentie à l'O.N.I.C.,

**D E C I D E :**

La somme de 20.400 FRANCS (VINGT MILLE QUATRE CENTS FRANCS) sera versée à la Société Jean Jaurès 24, rue d'Alsace Lorraine à TOULOUSE pour permettre la réalisation de l'opération d'échange exposée ci-dessus.

Fait à PARIS, le 5 Février 1973

Le Directeur Général

de l'Office National Interprofessionnel des

Céréales,

signé- ILLISIBLEMENT-

Vu le Contrôleur d'Etat auprès de l'O.N.I.C.

signé- ILLISIBLEMENT-

Copie certifiée conforme,

signé- ILLISIBLEMENT-

Annexé à la minute d'un acte reçu par Me Paul BONNET, Notaire à TOULOUSE, le vingt cinq avril mil neuf cent soixante treize.

Me Paul BONNET - signé -

-----

-TROISIEME ANNEXE-

-MINISTRE DE L'AGRICULTURE-

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES-

-Service REGIONAUX, 50, rue Boulbonne -

-TOULOUSE -

Nouvelle Adresse : 76, Allées Jean Jaurès, 76

31071 - TOULOUSE - CEDEX -

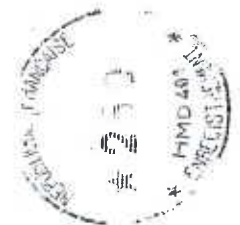
Téléphone (61) 62.46.10 -

-REPUBLIQUE FRANCAISE-

TOULOUSE, le 13 Avril 1973

30 AUG 1973





053858



TOULOUSE

30 AVR 1973

31071 - TOULOUSE - CEDEX-

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Conseil Central de l'Office National Interprofessionnel des Céréales a donné un avis favorable à l'échange des bureaux occupés par la Section Départementale de la Haute-Garonne, contre un local plus spacieux et à l'acquisition d'un vaste parking dans les sous-sols de la Résidence Jean Jaurès. Cette double opération a reçu l'accord du Contrôleur d'Etat.

Dans ces conditions, je confirme les termes de ma lettre 72/SAFl/2613 du 24 Octobre 1972, notamment, en ce qui concerne les prix proposés, à savoir :

Parking grande surface..... 43.500 F.  
échange lot 131 contre :

Lots 118 et 119 ..... 150.000 F.

Je vous invite à poursuivre activement la procédure tendant à obtenir l'approbation de la Commission Départementale de Contrôle des opérations immobilières de la Haute-Garonne et de l'Administration des Domaines.

D'AUTRE PART, je vous prie de me soumettre, sous le timbre du Bureau du Contentieux, les projets de contrats d'échange et d'achat.

Pour le Directeur Général et par délégation,

Le Chef de Service

Administratif et Financier

M. DELANARRE-Signé -

En suite se trouve cette mention :

Annexé à la minute d'un acte reçu par Me Paul BONNET, notaire à TOULOUSE, le vingt cinq avril mil neuf cent soixante treize.

Me Paul BONNET - signé -

-----

-CINQUIEME ANNEXE-

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS-

-DIRECTIONS DES SERVICES FISCAUX- DE LA HAUTE-  
-GARONNE-

-LEGISLATION ET CONTENTIEUX - DOMAINE-

Service des Affaires Foncières et Domaniales -

EI. VV. N° 9.778 -

Réponse à la lettre du 25 Octobre 1972

N° 3392 - F.T.

OBJET - :

PROJET D'ACQUISITION DE LOCAUX en co-propriété.

TOULOUSE, le 30 Novembre 1972

Le Directeur Départemental des Impôts,

à Monsieur le Chef du Service Régional, de l'O.N.I.C.

76, Allées Jean Jaurès,

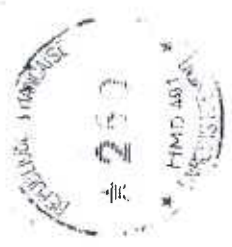
31.071 - TOULOUSE - C E D E X-

30 APR 1973

-21ème page-







053861



TOULOUSE

30 AVR 1973

d'un parking dans les sous-sols de l'immeuble.

V - Besoins pris en considération (actuellement :  
-a échéance de 5 ans ou de :

VI -Description sommaire de l'immeuble avec,  
en outre, l'indication des différentes surfaces; bureaux  
sis dans l'immeuble A de la résidence Jean Jaurès situé au  
8ème Etage numérotés 118 et 119 pour une superficie de  
107m2 - 3 lots de parking pour 6 voitures.

VII - Opération foncière :  
Loyer ou prix demandé : 150.000 F pour les bureaux  
: 43.500 F pour les 3 lots  
de parking - Total.....: 193.500 F  
Evaluation domaniale en=====

date du 30 Novembre 1972 -  
Valeur locative -  
Valeur Vénale : 150.000 F. pour les bureaux  
43.500 F. pour les 3 lots de  
Parking..

Indemnités accessoires,  
le cas échéant :  
Total : 193.500 F..

Pourcentage de l'écart le cas échéant, entre  
le loyer ou le prix demandé et l'estimation domaniale :  
VIII - Programme des travaux :  
SURface développée hors oeuvre des constructions  
existantes;  
à utiliser en l'état;  
à utiliser après aménagement;  
Surface développée hors oeuvre à construire,  
IX - Estimation sommaire des travaux d'aména-  
gement ou de construction à réaliser à la suite de la location,  
de l'acquisition ou du changement d'affectation.  
aménagement :  
construction :  
X - Financement :  
XI - Observations :  
- AVIS DE LA COMMISSION -  
La Commission donne avis favorable à la réalisa-  
tion de l'acquisition envisagée pour un prix global de  
193.500 F. -  
Pour extrait conforme,  
TOULOUSE, le 13 décembre 1972  
signé : -ILLISIBLEMENT-  
En suite se trouve cette mention :  
Annexé à la minute d'un acte reçu par Me Paul  
BONNET, Notaire à TOULOUSE, le vingt cinq avril mil neuf  
cent soixante treize.  
Me Paul BONNET - signé -

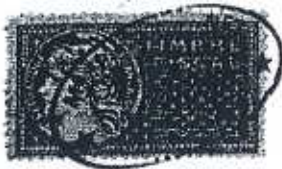
-POUR EXPEDITION délivrée par le notaire soussi-  
gné et certifiée par lui conforme à l'original.-

=====!  
EXPEDITION en vingt trois !  
pages contenant : quatre !  
barres entières tirées dans  
quatre blancs et vingt six !  
lignes entières tirées  
dans neuf blancs sans ren- !  
voi ni mot nul°/-









En marge se trouve cette mention :  
DROITS D'ENREGISTREMENT SUR ETAT: CINQUANTE  
FRANCS.-

- SUIV LA TENEUR DE L'ANNEXE -

- DEPARTEMENT : Haute-Garonne -

Date de l'avis : 3 Juillet 1973

- OPERATIONS IMMOBILIERES - ARCHITECTURE -

- Espaces Protégés -

Décret N° 69.825 du 28 Août 1969 -

N° du dossier : 292 -

- COMMISSION DEPARTEMENTALES DES OPERATIONS IMMOBILIERES ET DE L'ARCHITECTURE -

- SEANCE DU 28 Juin 1973, -

Organe délibérant :

- OPERATION FONCIERE -

- A V I S -

- I - Service intéressé :

- II - Situation de l'immeuble :

- III - Nature juridique de l'opération : (acquisition amiable)

- IV - But de l'opération : Acquisition par voie d'échange de bureaux dans la résidence Jean Jaurès et acquisition d'un lot de 3 Parkings dans les sous-sol de l'immeuble.

- V - Besoins pris en considération { actuellement :  
à échéance de  
5 ans ou de :

- VI - Description sommaire de l'immeuble avec en outre, l'indication des différentes surfaces : bureaux sis dans l'immeuble A de la résidence Jean Jaurès, situé au 8ème étage, numérotés 118 et 119 pour une superficie de 107m<sup>2</sup> - 3 lots de parking pour 6 Voitures.

- VII - Opération foncière :

Loyer ou prix demandé : 150.000 F. pour les bureaux  
43.500 F. pour les 3 lots de parking -

total ..... 193.500 F.

Soulte ..... 20.400 F.

Evaluation domaniale en date du 30 Novembre 1972

Valeur locative :

Valeur vénale : 150.000 F. pour les Bureaux  
43.500 F. pour les 3 lots de Parking  
20.400 F. pour la soulte.

Indemnités accessoires :

le cas échéant :

Total ..... 193.500 F.

Pourcentage de l'écart, le cas échéant, entre le loyer ou le prix demandé et l'estimation domaniale :





VII; - Programme des travaux;  
Surface développée hors oeuvre des construc-  
tions existantes:-

- à utiliser en l'état,
- à utiliser après aménagement :

Surface développée hors oeuvre à construire :

IX - Estimation sommaire des travaux d'aménage-  
ment ou de construction à réaliser à la suite de la location  
de l'acquisition ou du chagement d'affectation.

- aménagement :
- construction :

X Financement:

XI - Observations :

-Avis de Commission :

La Commission donne avis favorable à la  
réalisation de l'acquisition par voie d'échange envisagée par  
l'Office National interprofessionnel des céréales :

La vente du lot 118 et des 3 parkings est faite  
moyennant le prix de 193.500 Francs.

L'échange des lots 119 et 131 entre la société  
Jean Jaurès et l'ONIC est réalisée moyennant le paiement d'une  
soulte de 20.400 Francs -

Pour extrait conforme,  
TOULOUSE, le 28 Juin 1973

Pour le Préfet,  
Le Chef de la 2ème section délégué  
R. BANQUET- signé -

En suite se trouve cette mention :

Annexé à ma minute d'un acte reçu par Me Paul  
BONNET, Notaire à TOULOUSE, le quatre juillet mil  
neuf cent soixante treize.

Me Paul BONNET - signé -

- - - - -

En marge de l'acte du cinq avril mil neuf  
cent soixante treize se trouve la mention suivante :

"Le présent acte est complété par le visa  
"de Monsieur le Directeur des Domaines à TOULOUSE, suivant  
"décision N° 2650 en date du 4 Juillet 1973, qui atteste  
"que les formalités prévues par le décret du 28 août 1969  
"ont bien été remplies."

TOULOUSE, le 4 Juillet 1973

Me Paul BONNET - signé -

-POUR EXPEDITION délivrée par le notaire sous  
signé et certifiée par lui conforme à l'ori-

ginal.-

EXPEDITION en trois pages  
sans renvoi ni mot  
nul°/-



26 -